

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 569 / Avril 2019

L'ÉCONOMIE DE MAYOTTE EN 2018

Une année mitigée

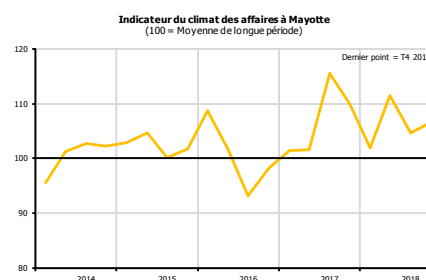
L'année 2018 a tout d'abord été marquée par les mouvements sociaux du premier trimestre, qui ont paralysé l'activité économique dans son ensemble. Ces événements ont causé une crise de trésorerie sans précédent pour les entreprises, et accentué la dualité entre les petites, fortement fragilisées, et les grandes, mieux armées pour y faire face. Par la suite, avec l'appui des dispositifs de soutien et des mesures d'urgence post-crise, et dans un climat social plus apaisé, l'économie de Mayotte s'est à nouveau inscrite dans une dynamique de reprise. Ainsi, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) se relève après la chute observée lors des mouvements sociaux. Toutefois, avec la crainte de l'émergence d'une nouvelle crise sociale, les entreprises font preuve de réserve sur l'évolution de l'activité économique à court terme. La consommation des ménages reste solide, dans un contexte d'inflation modérée. L'investissement pâtit en revanche de l'attentisme des entreprises. Le commerce extérieur enregistre une nouvelle hausse des importations, portées principalement par les biens destinés aux ménages. La situation du marché du travail ne reflète pas intégralement la réalité des difficultés dans la mesure où un nombre croissant de demandeurs d'emploi ne font plus l'effort de se déclarer auprès de Pôle emploi. L'activité bancaire continue de progresser, avec une demande de financement toujours croissante, tandis que la hausse de la collecte ralentit.

Des indicateurs macroéconomiques contrastés

Un climat des affaires en demi-teinte

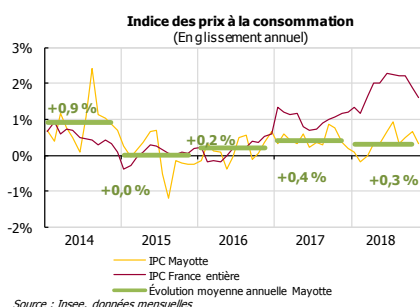
Sur l'ensemble de l'année, l'ICA s'est situé au-dessus de sa moyenne de longue période, traduisant un environnement des affaires favorable. Le premier semestre a mis en exergue la capacité de résilience des entreprises, tandis que le deuxième a confirmé la reprise progressive.

Toutefois, en dépit d'un environnement des affaires bien orienté, les chefs d'entreprise se montrent moins optimistes quant aux réalisations à venir depuis le 3^e trimestre 2018. Ils font preuve de réserve sur l'évolution de leur activité au début de l'année 2019.



Source : Enquête de conjoncture de l'EDOM

Une inflation modérée



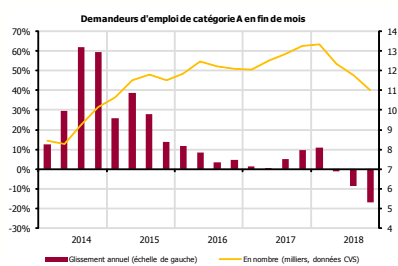
Source : Insee, données mensuelles

L'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente en moyenne de 0,3 % sur l'année 2018 (après +0,4 % en 2017), contre 1,8 % pour la France entière.

Les prix de l'énergie continuent de croître, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2017 (+3,4 % après +5,7 % en 2017), tandis que l'inflation est plus prononcée cette année sur les prix des produits alimentaires (+2,9 % après +2,5 % en 2017) et des services (+1,5 % après +0,3 %).

La baisse progressive des prix des produits manufacturés se maintient (-4,2 % après -3,1 % en 2017) et atténue ainsi la progression de l'IPC.

Rupture de la formalisation du marché du travail



Sources : Pôle emploi, dé Saisonnalisées par l'IEDOM

L'année 2018 marque une rupture dans la formalisation du marché du travail en enregistrant une baisse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) de 16,8 % par rapport à 2017. À fin décembre 2018, leur nombre s'établit à 11 027 personnes. À l'exception des demandeurs ayant plus de 50 ans qui augmentent de 6,5 %, l'ensemble des catégories d'âge, aussi bien les femmes que les hommes (respectivement -17,5 % et -14,7 %), est concerné par cette baisse (-22,0 % pour les demandeurs âgés entre 25 et 49 ans et -14,4 % pour ceux ayant moins de 25 ans).

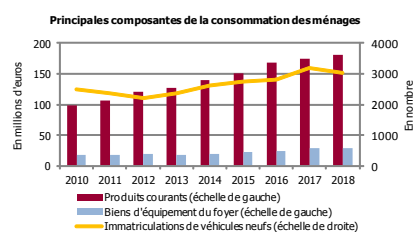
Alors que la formalisation progressive du marché du travail engendrait statistiquement une hausse régulière de la demande d'emploi ces dernières années, les conflits sociaux du début d'année 2018 ont freiné cette évolution pour se traduire par une réduction du nombre d'inscrits à Pôle emploi. D'autres facteurs participent également à cette baisse. Tout d'abord, la mise en œuvre en octobre 2018 de la dématérialisation obligatoire des procédures d'inscription à Pôle emploi, qui peut avoir un effet d'éviction des individus n'ayant pas d'accès en ligne. Par ailleurs, la fin du dispositif des emplois aidés en 2017 qui nécessitaient pour chaque candidat d'être déclaré auprès de Pôle emploi explique également cette évolution.

La consommation des ménages porte l'activité économique

Élément prépondérant de la croissance de l'économie mahoraise, la consommation des ménages maintient sa progression en 2018. Malgré une conjoncture défavorable en début d'année, la reprise dès le deuxième trimestre lui permet de porter l'activité économique sur l'ensemble de l'année. Toutefois, les résultats favorables de 2018 restent en deçà des niveaux particulièrement élevés de 2017.

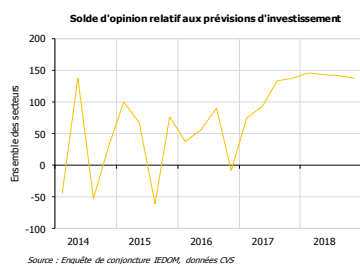
En proie à une forte concurrence, la majorité des commerçants déclare une baisse de leur activité sur l'ensemble de l'année mais leur volonté d'investir n'est pas affectée.

Les indicateurs liés à la consommation des ménages corroborent ce constat. Les importations de produits courants augmentent de 3,5 % (après +4,3 % en 2017), tandis que l'évolution des importations de biens d'équipement du foyer sont quasi-stables (-0,6 %) après une année 2017 particulièrement dynamique (+21,1 %). En revanche, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs se contracte, et ce pour la première fois depuis plusieurs années (-5,0 % contre +10,9 % en 2017). En termes d'activité bancaire, l'évolution des encours des crédits à la consommation se maintient à un niveau élevé (+15,8 % après +18,3 % en 2017).



Sources : Douanes, Préfecture de Mayotte, calculs IEDOM

Des investissements au ralenti



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les perspectives d'investissement sont orientées favorablement tout au long de l'année. Cependant, la réalisation d'investissement dans le secteur privé en 2018 ne s'est pas concrétisée au niveau espéré et reste bien en deçà de leurs intentions déclarées. En effet, la conjoncture défavorable en début d'année continue de freiner les entreprises, qui reportent les projets. Ainsi, l'année se caractérise par un retour de l'attentisme des chefs d'entreprise, qui peinent à retrouver confiance en la persistance d'un climat social stable.

L'évolution des indicateurs macroéconomiques confirme cet attentisme. Les importations de biens d'équipement professionnel diminuent de 6,5 % sur l'ensemble de l'année (contre +15,3 % en 2017). La progression de l'encours des crédits aux entreprises ralentit (+6,0 % après +16,9 % en 2017) en raison notamment de la baisse de l'encours des crédits d'investissement (-4,0 % contre +14,3 % en 2017). Ces derniers représentent désormais 60,2 % des encours totaux des crédits octroyés aux entreprises (contre 66,4 % en 2017). Toutefois, l'investissement sur le long terme est en progression avec une hausse des crédits immobiliers des entreprises de 31,0 % en 2018 (après 28,6 % en 2017).

Hausse des importations

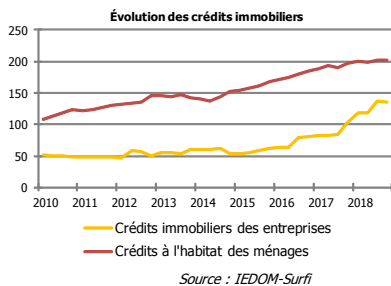
Faisant suite à une année 2017 particulièrement dynamique, les importations continuent de croître, bien qu'à un rythme moindre (+2,8 % après +7,5 % en 2017), pour s'établir à 565,0 millions d'euros. La hausse des importations de biens intermédiaires et de produits courants (respectivement +3,9 % et +3,5 %) compense la diminution des importations de biens d'équipement professionnel et du foyer (respectivement -6,5 % et -0,6 %). En revanche, les exportations diminuent légèrement en 2018 (-1,4 % contre +8,4 % en 2017) et s'élèvent à 7,6 millions d'euros. Ainsi, le déficit de la balance commerciale continue de se creuser en 2018 (+2,9 %) pour atteindre 557,5 millions d'euros.

Une activité globale mesurée

Une activité industrielle bien orientée

Débutant l'année avec une activité fortement perturbée en raison du blocage des routes et du dysfonctionnement du port, le secteur industriel a retrouvé une activité favorable dès le deuxième trimestre, celle-ci s'étant maintenue au second semestre. Les responsables d'entreprise font état d'une trésorerie solide avec des délais de paiement qu'ils perçoivent favorablement, ce qui conforte leur volonté d'investir. Enfin, malgré une dégradation des prix, des charges et des stocks, les embauches en hausse sur l'ensemble de la deuxième moitié de l'année, traduisent des orientations favorables sur l'activité industrielle pour le début d'année 2019.

Le secteur du BTP se redresse en fin d'année



Les chefs d'entreprise du secteur du BTP ont souffert les trois premiers trimestres, principalement en raison de leur situation financière, avec des délais de paiement qui affaiblissent leur trésorerie, ainsi qu'une activité au ralenti. Toutefois, un sursaut au quatrième trimestre permet au secteur d'achever l'année sur une note un peu plus positive. Ce redressement est dû à une accélération dans la réalisation du plan de charge des entreprises afin de se prémunir de tous chocs pouvant altérer le début d'année 2019. Les délais de paiement sont en revanche jugés encore trop longs mais les entrepreneurs anticipent une légère amélioration de leur trésorerie pour le début de l'année.

La commande publique devrait soutenir le secteur avec la signature prochaine du Contrat de convergence, qui devrait engager 1,5 milliard d'euros sur un grand nombre de projets pour les quatre prochaines années : constructions scolaires du premier et second degré, construction de logements, renouvellement urbain dans le secteur du transport et de la mobilité, etc. Concernant l'investissement sur le long terme, les encours des crédits immobiliers octroyés aux entreprises et aux ménages continuent d'augmenter, respectivement +31,0 % et +2,6 % (après +28,6 % et +6,9 % en 2017).

Une année mitigée pour le secteur du commerce

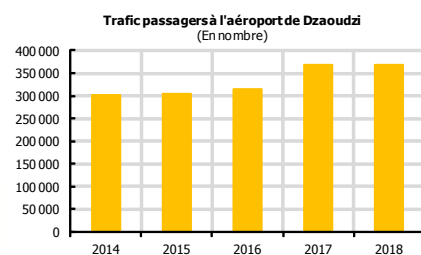
Malgré une consommation des ménages dynamique, les responsables d'entreprise du secteur du commerce enregistrent une dégradation de leur activité sur l'ensemble de l'année. Cette évolution s'explique par la conjoncture défavorable en début d'année, ainsi qu'une concurrence de plus en plus élevée notamment dans la branche du commerce de détail. De plus, les charges semblent peser fortement sur la trésorerie des commerçants affectant la situation financière des entreprises. Ils espèrent un retour favorable de l'activité d'ici le début de l'année 2019, ainsi qu'une amélioration des trésoreries. Enfin, les prévisions d'investissement se maintiennent à un niveau élevé, marquant ainsi un certain optimisme des chefs d'entreprise quant à l'avenir.

Une activité des services marchands dégradée

L'activité dans le secteur des services marchands est dégradée sur l'ensemble de l'année. De même, les entrepreneurs du secteur perçoivent défavorablement l'évolution de leurs effectifs et n'anticipent pas d'amélioration pour l'année à venir. Avec des délais de paiement qui se rallongent et des charges qui augmentent sur la deuxième moitié de l'année, les entreprises déplorent des problèmes de trésorerie sur le deuxième semestre et sur l'année à venir. En revanche, une amélioration de l'activité est anticipée pour le début de l'année 2019 accompagnée d'une volonté d'investir qui se maintient.

Le trafic aérien reste stable

Malgré l'arrêt d'une ligne directe entre Paris et Mayotte, qui engendre une baisse importante dans le nombre de rotations de vols (-11,9 % par rapport à 2017), et le prix élevé du transport aérien, le nombre total de passagers reste quasi-stable cette année (+0,4 %). Le taux de remplissage des avions est donc de plus en plus élevé.

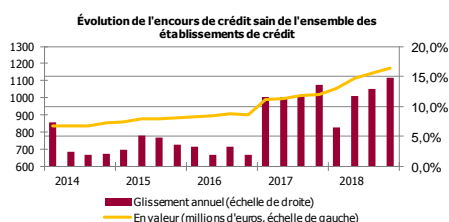


Une activité bancaire toujours vigoureuse

Une collecte d'épargne qui ralentit

En 2018, les actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais croissent de 1,6 % sur un an pour s'établir à 635,7 millions d'euros au 31 décembre 2018. Cette croissance reste toutefois relativement très faible comparée à celle des années 2016 et 2017 qui s'élevaient respectivement à 13,6 % et 9,8 %. Cette évolution s'explique par le recul des dépôts à vue (-0,2 %) qui constituent 62,0 % de la ressource, soit 392,8 millions d'euros. Les placements liquides ou à court terme progressent de 4,8 % à 143,9 millions d'euros. Enfin, l'épargne à long terme, qui comptabilise 98,9 millions d'euros d'encours, progresse de 4,7 % sur un an.

Une demande de financement toujours croissante



Source : IEDOM-Surfi

L'encours brut total des crédits consentis à l'économie par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 8,8 % pour s'établir à 1 223,5 millions d'euros fin 2018. Le crédit à la consommation des ménages mahorais demeure dynamique avec une croissance de 15,8 % contre 18,3 % un an plus tôt pour atteindre 244,5 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Après une hausse de 6,9 % en 2017, la croissance des crédits à l'habitat des ménages est moins vigoureuse (+2,6 %). Malgré la baisse des crédits d'investissement (-4,0 %), le financement des entreprises demeure dynamique (+6,0 %), soutenu par la forte hausse des crédits immobiliers qui leur sont consentis (+31,0 %) ainsi que par la bonne orientation des crédits d'exploitation (+11,5 %). Les crédits accordés aux entreprises représentent ainsi 36,1 % de l'encours brut global, soit 441,5 millions d'euros à fin 2018.

Une sinistralité locale maîtrisée mais en légère hausse

En 2018, l'encours des créances douteuses brutes déclarées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) augmente de 36,0 % après une baisse de 14,1 % en 2017. Elles s'élèvent à 45,2 millions d'euros. Le taux de créances douteuses s'établit à 4,5 %, en hausse de 0,9 point sur un an. Cet accroissement de la sinistralité s'observe essentiellement au deuxième trimestre de l'année (+39,5 %) pour ensuite se stabiliser les trimestres suivants. Les provisions effectuées par les ECIL suivent la même tendance avec une stabilité au premier trimestre avant une forte hausse au deuxième (+16,4 %). Elles s'élèvent à 14,6 millions d'euros fin 2018 pour un taux de provisionnement de 32,3 % (+5,3 points sur un an).

2019 : accompagner la consommation par des investissements

Depuis quelques années, l'activité économique mahoraise repose essentiellement sur la consommation des ménages, tirée par une croissance démographique soutenue (+3,8 % par an entre 2012 et 2017). L'investissement, public comme privé, peine à se stabiliser et à se présenter comme un relai d'activité solide. Entre 2010 et 2018, le taux de croissance annuel moyen des importations liées à la consommation est de 7,5 %, tandis que celui des importations liées à l'investissement n'est que de 1,2 %. Or, la fin de l'année 2017 présentait des signes plutôt favorables pour le secteur privé, avant que le mouvement social de début 2018 ne freine les initiatives. Les projets engagés au niveau de la sphère publique dans plusieurs secteurs contribuent également à soutenir l'activité. La concrétisation de ces projets devient essentielle pour le développement et la croissance économique de l'île. En effet, le modèle économique basé sur l'importation-consommation ne peut durablement permettre à l'économie mahoraise de se développer sur des bases stables. La nécessité de trouver d'autres relais de croissance plus endogènes, via l'investissement, pour accompagner la consommation comme moteur de l'activité et de l'emploi, est de plus en plus prégnante. Après une période d'incertitude et de reprise en demi-teinte, 2019 peut être une année de tremplin qui permettrait de lancer l'économie mahoraise vers une voie de croissance pérenne. Toutefois, pour impulser cette dynamique de structuration de l'économie mahoraise, la stabilité du climat social, l'accompagnement des porteurs de projets et l'amélioration des délais de paiement sont des éléments indispensables.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : V.-R. NUGENT – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019 – ISSN en cours